

Suicide d'une nation

Posté le : 22 décembre 2008 15:54 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Réforme

Avec l'élection comme Président de M. Giscard, nous étions entrés dans un nouveau système politique que j'avais appelé à l'époque : l'énarchie compassionnelle.

L'énarchie compassionnelle est une véritable idéologie, fondée sur un postulat : seuls les hauts fonctionnaires issus de l'ENA ont la distance nécessaire pour arbitrer les conflits multiples de la société. Un haut fonctionnaire a nécessairement une vision aigüe du bien public et en fait il est le seul à l'avoir, les autres étant rendus myopes ou agressifs par leurs intérêts particuliers.

L'énarque compassionnel (dont MM. Giscard et Chirac offrirent à droite la figure la plus caricaturale, mais dont à gauche les figures singulières de Mmes Royal et Aubry sont tout aussi significatives, après Fabius, Jospin et Rocard), intervient partout et donne son arbitrage :

- Entre les femmes et les hommes
- Entre les piétons et les automobilistes
- Entre les fumeurs et les non fumeurs
- Entre les enfants et les parents
- Entre les salariés et les patrons
- Entre les villes et les campagnes
- Entre Paris et la province
- Entre les médecins et les malades
- Entre les artistes et leurs œuvres
- Entre les propriétaires et les locataires
- Entre les transporteurs et les transportés
- Entre les laïcs et les religieux
- Entre les biens portants et les malades
- Entre les lecteurs et les écrivains
- Entre les producteurs et les consommateurs
- Entre les enseignants et les élèves
- Etc.

Arbitrer cela veut dire céder. On met son grain de sel en inondant d'argent le problème et les acteurs. Les fonctionnaires doivent être multipliés à due concurrence. Les impôts doivent être accrus et si cela ne suffit pas l'endettement y pourvoira.

Trente cinq ans de ce système ont produit une France étouffée dans les règlements, où l'on fume sur le trottoir, où on conduit en cherchant désespérément le numéro marqué sur le dernier panneau, où l'on ne trouve plus de spécialistes médicaux sans attendre de trois à six mois, où on risque d'être dénoncé pour sexisme par sa femme et pour violence par ses enfants, où on est poursuivi pour ne pas avoir accepté de louer un logement à des gens dont la tête ne vous revient pas, où son ministère peut être envoyé du jour au lendemain n'importe où en province, où l'on ne peut plus changer une ampoule sans être deux et avoir suivi une formation ad hoc, où mille examens doivent être faits avant de vendre un bien immobilier, où il faut investir dans sa piscine et ses ascenseurs des sommes disproportionnées parce qu'un gamin a pu y perdre la vie, où toute séparation file au tribunal que

ce soit un mariage, un contrat de travail ou quoi que ce soit, où on est expulsé de Paris pour loger des immigrés pauvres soigneusement sélectionnés qui rendent aussitôt fou le quartier où on les a imposé, où l'on verse des primes de Noël aux indigents en agitant des clochettes, etc., etc.

Le système a provoqué la fiscalisation totale de la société et un endettement monumental, le tout au milieu d'un désastre total sur le front des missions régaliennes de l'Etat :

- Armée fonctionnant avec des bouts de ficelles
- Justice effondrée
- Education nationale fabriquant des inadaptés sociaux par centaines de milliers
- Diplomatie et action extérieure en totale déliquescence
- Langue française en déshérence
- Police incapable de faire front à l'explosion de la délinquance
- Système de santé public se dégradant inexorablement.

Socialement il ne fallut pas dix ans pour que l'on vît revenir les pauvres, les soupes populaires (mais organisées de façon privée), les exclus, les chômeurs de longues durée.

Près de 20 millions de personnes vivent plus ou moins directement de l'argent de l'état, qu'il s'agisse de subventionnés, de fonctionnaires et ou d'aïdés.

La gamelle oriente le bulletin de vote : pas question de manquer à une part si importante de l'électorat.

La France bien entendu quitta pendant la période le peloton de tête des nations dynamiques et prospères pour devenir une nation presque insignifiante dans à peu près tous les domaines. Elle avait été « arbitrée » donc châtrée.

Certains ont cru à la « rupture ». En laissant la place à des avocats et en écartant les énarques, on allait enfin aller dans un sens moins déprimant. Voici donc l'avocat Sarkozy, aidé de l'avocate Lagarde et de l'avocat Borloo aux commandes avec une volonté de rupture annoncée.

Bien sûr ils n'avaient pas vu venir la crise malgré les avertissements (dont les nôtres dès juin 2006). Bien sûr ils ne connaissaient rien à l'économie. Bien sûr c'était des politiciens aguerris parfaitement au courant de la sociologie électorale. Mais bon : on pouvait espérer une forme de rupture.

On trouvait certes dès la campagne présidentielle que la démagogie était un peu trop visible. L'utilisation de l'argument sécuritaire était outrancière. On se disait : au moins cela débarrasse de Le Pen. On annonçait plein de nouveaux « droits à ». On se disait : il faut bien être élu.

On attendait pour voir ce qu'on allait voir.

On a vu. On est passé de l'énarchie compassionnelle à la démagogie incandescente tous azimuts.

Il fallait attirer un maximum d'électeurs par des promesses électorales : on a touché les masses avec l'exonération partielle d'impôt sur les successions ; on a donné un bénéfice fiscal aux emprunteurs.

Il fallait nourrir quelques slogans forts comme « gagner plus en travaillant plus ». On a complètement détruit le système des heures supplémentaires sans aucun résultat tangible mais en ruinant les finances de l'Etat.

Il fallut alors gouverner. On multiplia les chantiers mais à chaque fois en multipliant les taxes. Plus personne ne cherche à compter les taxes et impôts nouveaux ou augmentés (depuis 2002, plus de 40 !). Plus personne ne tient non plus la liste des "cadeaux aux peuples".

Les « droits à » sont devenus opposables. Maintenant il faut bien payer.

Et l'arrosage des masses est nécessaire pour faire taire quelques impatiences. Voici le RSA et son milliard et demi d'impôt nouveau. Voici la télé publique sans Pub financée par des prélèvements. Voici de nouvelles cartes de réduction SNCF. Voici 30% du financement des mosquées assuré par l'impôt. Voici nos logements à 15 euros par mois. A chaque fois l'affaire est bien intentionnée. L'enfer est pavé des meilleures intentions.

Voici partout la hausse des tarifs des services publics et le gonflement ahurissant des déficits : on parle de 100 milliards d'euros pour 2008 et de 200 milliards pour 2009 !

Comment sera 2010 : 12-14 % de la population active au chômage ; l'industrie par terre ; plus de commerce extérieur ; les Français écrasés d'impôts après avoir perdu leur épargne ; un début d'hyperinflation ?

La crise mondiale frappe un pays gravement affaibli par l'énarchie compassionnelle, le socialisme, la démagogie. Mais croit-on réellement qu'on s'en sortira par plus de déficits, plus d'impôts, plus de « droits à » ?

La gestion par la démagogie politique et les grands moulinets de vent ne mène qu'à la catastrophe.

Il est déjà temps de se poser la question : comment sortira-t-on du piège où l'on tombe désormais verticalement ? Bien sûr on ruinera les retraités. Mais après ? Que fera-t-on avec une dette à 100% du PIB, un emploi marchand à 13-14 millions de salariés sur 66 millions de français, à peine le quart, et un chômage à 14% de la population active, des impôts à 85% des revenus des entrepreneurs, quinze à vingt millions de personnes dans l'extrême difficulté ?

Et mille « droits à » opposables ou non à servir !

La France est mal partie.

Ce que peu de gens voient c'est que sa situation après 40 années d'incuries diverses, est probablement irrémédiable.

Suicide d'une nation, aurait écrit Arthur Koestler